



Magouilles et corruption des élites 8 – Avant l'Europe. La mise en place du piège européen



Reprenons notre saga « Magouilles et corruption des élites ». La dernière fois nous avons présenté Jean Monnet, « père fondateur » de l'Europe, mais surtout sbire des puissances financières anglaise puis américaine.

Aujourd'hui, nous allons passer en revue, très rapidement, plusieurs traités phares qui précèdent la création européenne à proprement parler. La chronologie permet de mieux comprendre le scénario par lequel on a imposé aux citoyens européens un modèle ultra libéral, le rêve des grands capitalistes.

On nous présente depuis l'école une « Europe de la paix », un super truc né à la suite du chaos de la deuxième guerre dans le but de « réconcilier les peuples ». En fait, l'idée de créer une Europe au-dessus des Etats, au-dessus des peuples, a traversé la tête des nazis ou des fascistes avant eux, et cette idée dont les détenteurs du capital furent les principaux militants vient de loin.

Dans l'entre-deux guerres, l'un des principaux propagandistes européens était, ce n'est pas un hasard, un membre d'une famille royale, et pas des moindres : le prince Coudenhove-Kalergi, créateur du mouvement Pan-Europe en 1923.

En fait, toute une série de groupuscules, des lobbys, des « think tank », des centres de documentation, des associations diverses et variées ont été créées pour soutenir le processus de construction européenne. Et d'autres groupuscules, comme la franc-maçonnerie [1], se sont totalement mis au service de ce délire de banquiers et de spéculateurs.



1926 : Création du cartel de l'Acier



A cette époque, les cartels étaient une spécificité allemande, créés par les plus grosses entreprises pour limiter la concurrence en organisant des ententes sur différents sujets entre quelques mastodontes. Par exemple, « En 1930, la cartellisation de la sidérurgie allemande est complète, de multiples cartels régulant chacun son marché », explique François Berger dans son article « Les relations entre les sidérurgies française et allemande de 1870 à la CECA » .

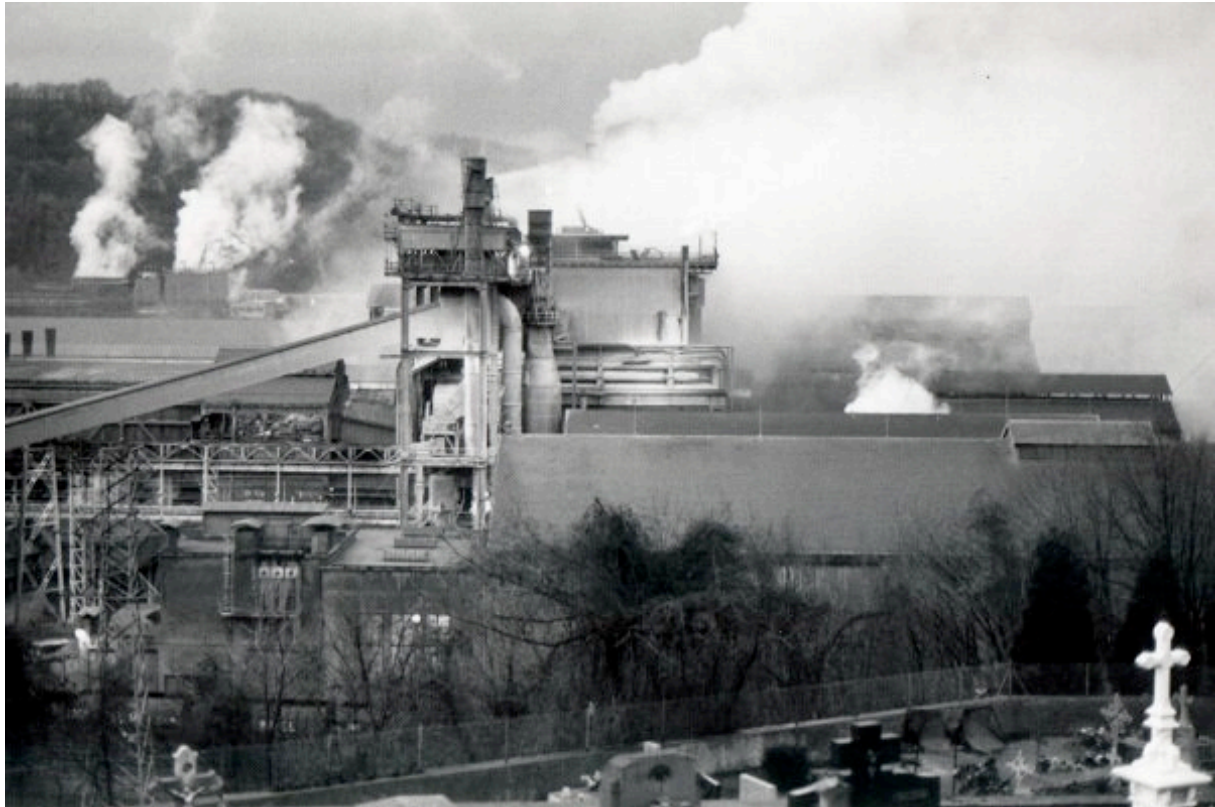
2

De son côté, la France a créé le Comptoir sidérurgique de France en 1920, qui était le regroupement de cartels spécialisés. Françoise Berger précise que ce méga-cartel « a deux départements : le cartel national, qui attribue les quotas, décide des prix et des conditions de vente, et un cartel d'exportation indépendant, qui entre autres, a pour tâche de représenter la branche française dans les négociations internationales » .

La création du cartel de l'acier au niveau proto-européen (avant l'Europe) [2] impliquait l'Allemagne, la France, le Luxembourg et la Belgique, rejoints par l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie[3]. C'était exactement le système actuel de concentration des entreprises, où on se retrouve avec finalement 2,3 voire au maximum 4 leaders hégémoniques au niveau international dans chaque grand domaine économique (énergie, construction automobile, télécommunications), avec des prix qui ne font que monter pour les consommateurs, des bénéfices toujours plus gros pour les actionnaires, et un chantage à l'emploi sur les gouvernements dès que des lois sociales sont en passe d'être prises.



L'objectif numéro 1 du cartel était de fixer et répartir les quotas de production pour chaque pays membre, afin de limiter la production et de maintenir des prix élevés. Bref, l'inverse du délire libéral du marché qui se régule tout seul, pour le plus grand malheur de contribuables/consommateurs, véritables dindons de la farce.



Certains observateurs considèrent que la création de ce cartel a été l'acte fondateur de la construction européenne. Ledit cartel de l'acier, appelé « entente internationale de l'acier », était la première entente officielle pour organiser de manière transfrontalière Franco-Allemande le marché de l'acier (matière première cruciale dans l'industrie), pour le plus grand bénéfice des banques et de la finance. Ceci en pleine époque de dévaluation du Franc suite à des attaques spéculatives, pendant que l'Allemagne reconstruisait son industrie grâce à l'argent US et que la Ruhr demeurait un enjeu stratégique majeur.

Le cartel de l'acier est créé en même temps qu'est lancé le plan Dawes, destiné à éviter à l'Allemagne de payer les réparations suite aux dommages de la Première Guerre tout en renflouant son économie. Et il est vrai que les cartels « économiques » ont été pensés comme un moyen d'intégration politique.

Les objectifs étaient donc de fixer des quotas de production d'acier par pays, la plus grosse part -43%- étant réservée à l'Allemagne, et des limites de production afin de maintenir les prix (encore une entorse à la sacro-sainte « loi de l'offre et de la demande »).



WU

PARAIT LE MERCREDI

JOURNAL DE LA SEMAINE

65-67 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS (VIII^e) TÉL. ELYSÉES 27-57

AUTEUR: LUKIEN VOGEL

ÉDITEUR: TELÉGR. VUOUR: 188

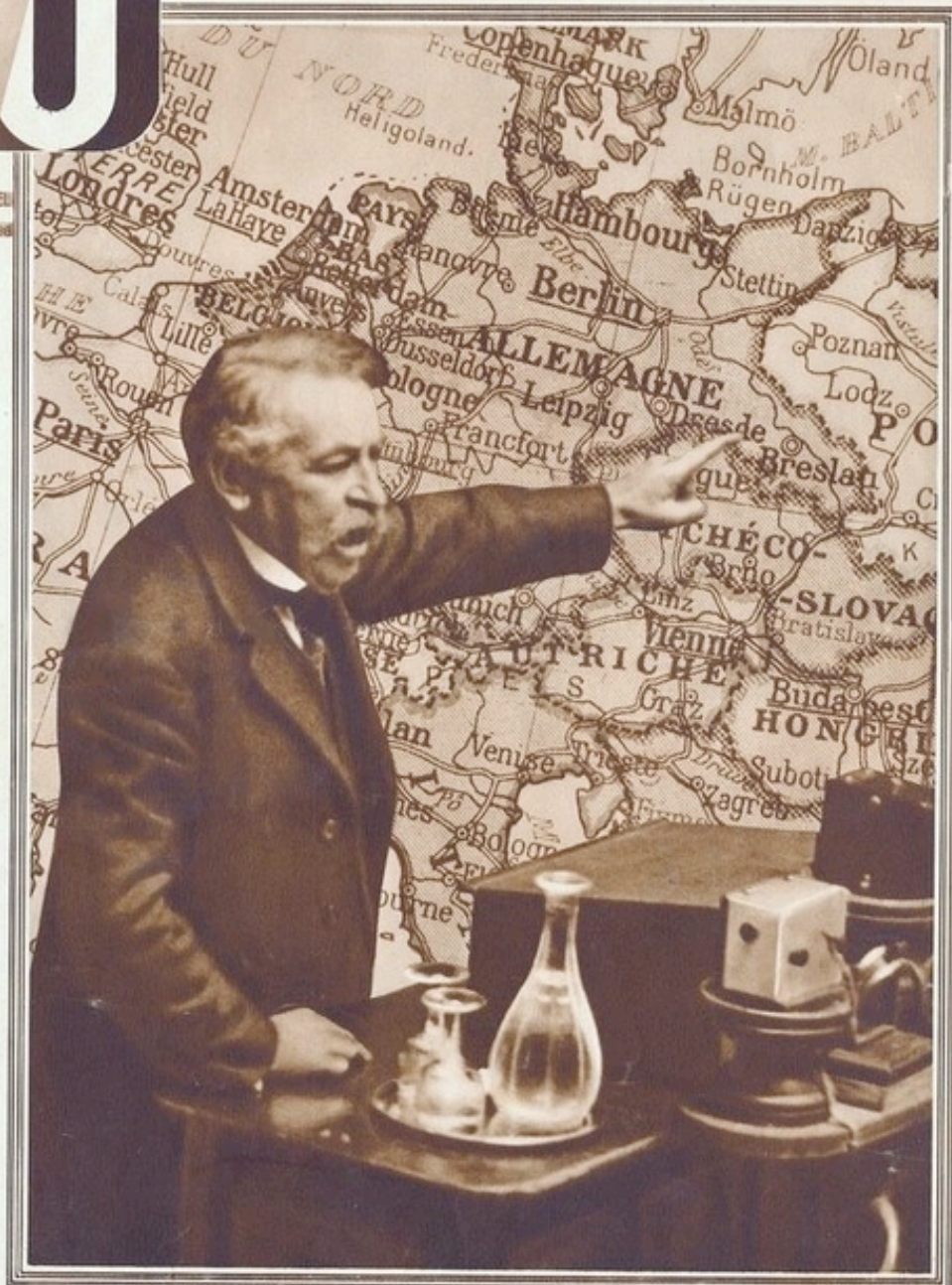
LIRE DANS
CE NUMÉRO :

DIX JOURS DANS
LA MAISON DU
SAGE A L'ABBAYE
DE PONTIGNY ;

L'ALPINISME ;

LA SCIENCE
MODERNE AU
SERVICE DE
LA JUSTICE ;

VOIR A TRAVERS
LE BROUILLARD
EST DésORMAIS
POSSIBLE .



VERS UNE EUROPE NOUVELLE

Aurons-nous les États-Unis d'Europe ? M. Briand vient d'obtenir, à Genève, l'approbation unanime des puissances pour son projet grandiose de pacification et d'union. La Grande-Bretagne même, après avoir failli semer la discorde à La Haye, n'a parié à Genève que de paix et de désarmement.

PHOTO WIDE WORLD

N° 78 - 11 SEPTEMBRE 1929

PRIX : 1 FR. 50

Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie

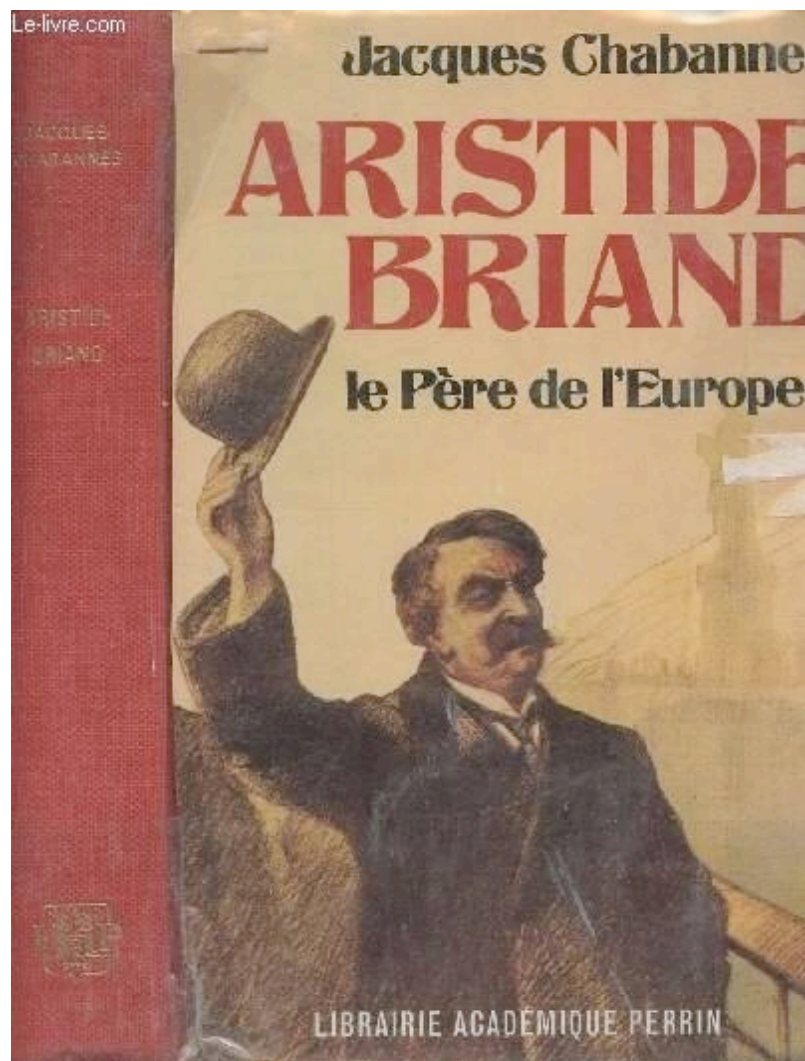


En octobre 1926, une des premières décisions du cartel de l'acier a été de garantir à l'Allemagne la fourniture de matière première, du fer brut à hauteur de 10,5% de ses besoins et des produits laminés pour 6,6% de ses besoins.

Un cartel de la chimie a été créé en 1927. Et comme dans celui de l'Acier, la prédominance de l'industrie allemande fut écrasante.

Dans une interview de mai 2019, Annie Lacroix Riz explique au sujet d ce système de cartels (et l'Europe en est un grand) : « Une historienne tchèque a montré que la cartellisation, pendant l'entre-deux-guerres, bénéficie presque exclusivement au Reich, un pays puissant qui avait reconstitué son appareil industriel et financier dès le début des années vingt, contournant le traité de Versailles. L'Allemagne n'avait, notamment, jamais observé la moindre clause de désarmement, avec la complicité des pays neutres, des Américains mais aussi des Français car rien n'était alors plus rémunérateur que de prêter à l'Allemagne.

À la fin des années trente, les Allemands représentent plus de 60 % des marchés cartellisés. Comme les autres pays ne réarment pas, ils lui vendent leur « minette » (minerai de fer). Les archives montrent que, en 1939, chez Krupp, 60 % de l'acier est fabriqué avec de la minette française. Tout ceci se déroule sur fond de réconciliation générale ».

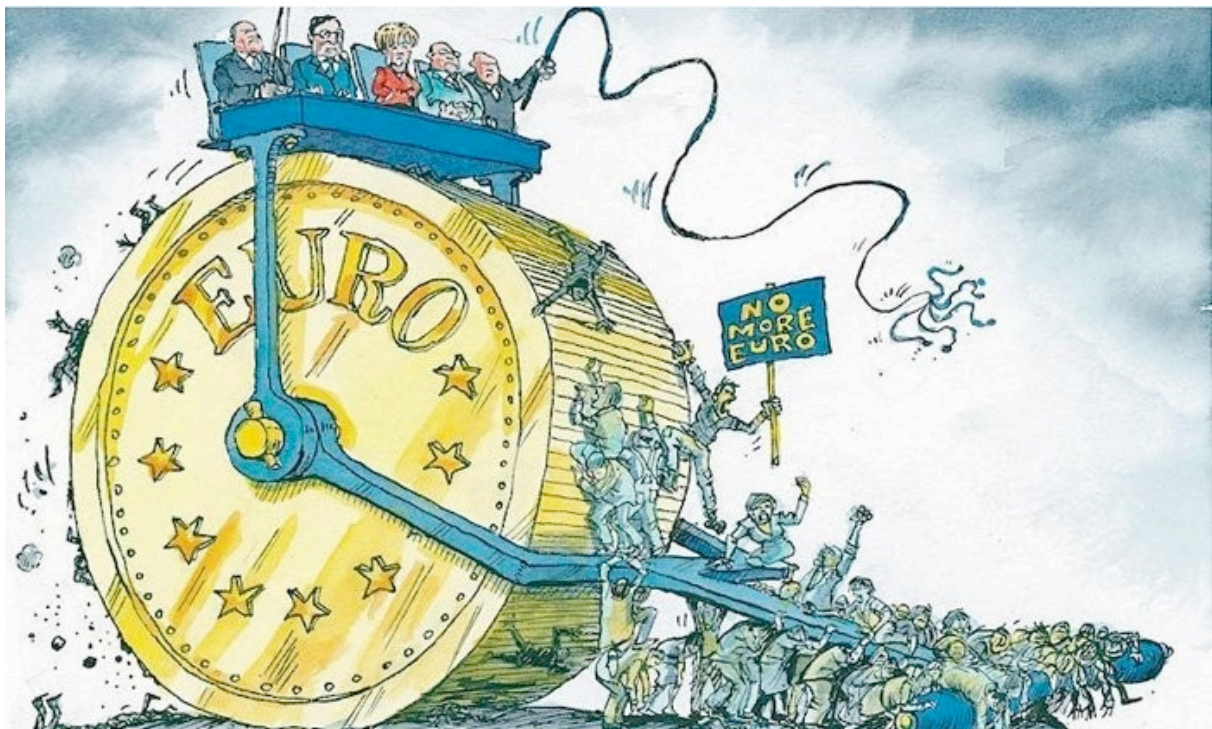




Dans la foulée dudit cartel, Louis Loucheur (ministre du commerce et de l'industrie) et quelques autres ont lancé la démarche d'Union douanière européenne[4], ce vieux rêve des milieux financiers et patronaux, auquel a immédiatement adhéré Aristide Briand. On notera que le grand Aristide Briand franc-maçon bien-sûr, était proche de divers occultistes, notamment des martinistes, où les visées étaient exactement de créer un ordre supérieur européen. Et l'extrême droite de l'époque, notamment des groupuscules tels que le Redressement français, s'inscrivaient aussi dans cette mouvance.

L'ami de longue date et secrétaire particulier de Briand depuis 1914 était Augustin Chaboseau, considéré comme le « co-fondateur » du mouvement martiniste en France au même titre que Papus alias Gérard Encausse. Papus qui l'a initié à l'ésotérisme, avait rejoint en 1895 la Golden Dawn où se trouvait déjà le dingue luciférien Alistair Crowley. Papus aurait aussi été l'un des leaders en France de l'Ordo Templi Orientis, autre groupuscule ésotérico sataniste où Crowley est aussi passé. Chaboseau a suivi Briand quand il était Président du Conseil (1er ministre, poste que Briand a quand-même occupé 11 fois sous la 3e République) et ministre des Affaires étrangères, et est mort en 1945.

Maurice Barrès, figure de proue de l'extrême droite, ou l'écrivain Victor-Emile Michelet, fan d'ésotérisme, étaient aussi membres de l'Ordre Martiniste Traditionnel. Aujourd'hui le martinisme est surtout intégré à l'AMORC, els Rose-Croix, autre groupuscule ésotérique.



Pour en revenir à l'Europe, l'idée d'une union douanière a reçu les faveurs des milieux industriels et financiers des différents pays. En Allemagne, par exemple, « L'attitude des industriels rejoint les analyses d'une note du 21 janvier 1926 de Streseman en vue de la préparation de la conférence. Il s'y montre favorable à une union douanière européenne réalisée progressivement : libre circulation des matières premières, diminution de la protection sur les produits semi-finis puis sur les produits finis », écrit Eric Bussière dans « La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe » .



C'est à travers un lobbying intensif dans chaque pays que cette idée d'Union douanière européenne a fait son chemin. Des comités nationaux ont été créés à partir de 1925 dans les pays concernés, en réponse à un « Appel aux européens » de dix personnalités européennes[5].

En France, des groupes ont été créés pour développer l'adhésion des élites économiques à l'idée d'union douanière en Europe. Par exemple :

Le Comité d'action économique et douanière créé « à la mi-octobre 1925 par le représentant patronal des grands magasins, Jacques Lacour-Gayet », écrit Laurence Badel dans « Un milieu libéral et européen » .

Le Comité franco-allemand d'information et de documentation, créé en 1926 pour accélérer le rapprochement franco-allemand sous l'impulsion d'un industriel luxembourgeois de la sidérurgie, Emile Mayrisch. « Cette initiative fut une sorte d'aboutissement dans la vie de ce grand industriel qui, après le premier conflit mondial, devint une personnalité importante du monde européen des affaires. Il servit de médiateur dans les négociations qui menèrent à la création de l'Entente internationale de l'Acier », explique Laurence Badel[6].

1930 : Commission d'études pour l'union européenne



Le délire européen suivait donc son cours. En 1930, l'ex président du conseil Aristide Briand, pour qui le « lien fédéral » entre les pays d'Europe devait être renforcé, présente à différents gouvernements d'Europe son « Mémoire sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne » [7]. L'objectif de ladite union fédérale, qui aurait dirigé les États par des « directives », était clairement et uniquement « le développement économique » .



Briand réclamait la création d'un « organe représentatif » qui serait « l'organe directeur essentiel de l'Union européenne » et d'un « organe exécutif » conçu comme « un organisme d'études » aussi bien comme un « instrument d'action ».

Et comme par hasard, la même année une « Commission d'études pour l'union européenne » (CEUE) a été créée par la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU installée à Genève [8]. Elle intervient à peine 5 ans après la création d'une toute première « union douanière » en Europe, qui n'a pas eu les effets escomptés, 4 ans après la création d'une « entente internationale de l'Acier » pour faire remonter les prix et baisser les salaires, et après d'autres tentatives de créer un machin européen dont le pouvoir surpasserait celui des Etats. A la manœuvre, on retrouve notamment Aristide Briand[9].

L'œuvre de coordination européenne répond à des nécessités assez immédiates et assez vitales pour chercher sa fin en elle-même, dans un travail vraiment positif et qu'il ne peut être question de diriger, ni de laisser jamais diriger contre personne. Bien au contraire, cette œuvre devra être poursuivie en pleine confiance amicale, et souvent même en collaboration, avec tous autres États ou groupements d'États qui s'intéressent assez sincèrement à l'organisation universelle de la paix pour reconnaître l'intérêt d'une homogénéité plus grande de l'Europe, comprenant, au surplus, assez clairement les lois modernes de l'économie internationale pour rechercher, dans le meilleur aménagement d'une Europe simplifiée et par là même soustraite à la constante menace des conflits, les conditions de stabilité indispensables au développement de leurs propres échanges économiques.

"Memorandum Briand" présenté le 1er mai 1930

Et le premier président est comme par hasard Aristide Briand, signataire des dérisoires accords de Locarno (censés calmer l'Allemagne mais vite contredits par d'autres accords passés dans le dos de la France) en 1925, délégué de la France à la Société des Nations, et grand fan du concept de « paneuropéanisme », qu'il a défendu en 1929 dans son « mémorandum ».

Le contexte à l'époque est celui de la crise économique qui commence à frapper l'Europe et une guerre des tarifs douaniers entre pays européens, ce qui dérangeait le business. Cette esquisse d'Europe était déjà uniquement orientée en faveur des intérêts commerciaux, et les sujets mis sur la table des différents « sous-comités » de la CEUE le montrent : il est question de questions agricoles, d'ententes commerciales, de banque internationale, de relance commerciale (aujourd'hui on dirait « croissance »).



Winston Churchill et Lloyd George à la Conférence de Cannes en faveur de la paix en Europe, 1922



Cette commission et ses « sous-comités » ont regroupé divers représentants de banques et d'industries, comme François-Poncet qui est allé à une réunion d'experts en juin 1931, en tant que conseiller pour les affaires économiques internationales.

En 1931, la CEUE lance une « sous-commission économique » aidée d'un « comité d'experts » (comprendre : des banquiers et industriels), qui a le feu vert pour étudier toutes les questions nécessaires pour permettre la relance économique de l'Europe. L'objectif est d'« examiner tous les moyens susceptibles d'assurer une collaboration plus étroite des différents pays afin d'arriver à une meilleure organisation de la production et des échanges » [10]. Et toute la question dans la « construction européenne », c'est de savoir qui va profiter de cette « meilleure organisation ». L'Allemagne a été clairement privilégiée, bénéficiant d'importants investissements US et des moyens de relancer une économie de guerre.

A la marge, la CEUE planche aussi sur « l'esprit européen ». Un « esprit » qui sera largement partagé par le 3e Reich, dont l'un des axes de propagande prioritaires, notamment dans les milieux universitaires, était la nécessité de créer une Europe unifiée.



1947 : le Plan Marshall

≡ Le Monde

→ Se connecter

S'abonner

INTERNATIONAL

Le plan Marshall, soixante-dix ans d'influence en Europe

Le plan Marshall a 70 ans. Acteur phare de la construction européenne durant le XXe siècle, sa postérité se ressent toujours.

Par Camille Mordelet · Publié le 21 juin 2017 à 19h21 - Mis à jour le 21 juin 2017 à 20h30

🕒 Lecture 4 min.



Henri Kissinger, ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis (de 1973 à 1977), prix Nobel de la paix (1973), et Angela Merkel, chancelière allemande, le 21 juin, à Berlin. JOHN MACDOUGALL / AFP

La guerre a mis un temps d'arrêt à tous ces grands projets européens. Mais, la machine a été très vite relancée. C'est par l'aide américaine à la reconstruction que la pression a été mise sur les différents Etats, ruinés par le conflit, et dont les populations n'avaient pas franchement envie de fraterniser avec les Allemands à ce moment-là.



Le plan Marshall est connu dans l'histoire officielle – le catéchisme comme l'aide de 13 milliards de dollars apportée par les US pour reconstruire l'Europe (équivalents à 145 milliards d'aujourd'hui[11]). Mais il s'agissait surtout du premier texte européen, puisque la condition à cette aide était de mettre en place les bases d'une Europe supranationale, qui décide seule sans l'accord des peuples et des gouvernements. Le plan Marshall n'a été que le début du processus de création européenne, dans un contexte de tentatives d'endiguement du communisme.

Lancé en juin 1947 [12], le plan Marshall imposait la mise en place du Comité de coopération économique européenne (CCEE), qui établissait les objectifs en matière d'économie européenne et répartissait l'argent[13]. Ce comité est devenu l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) créée en avril 1948.



L'article 11 de la convention de coopération économique européenne du 16 avril 1948 précise clairement que « L'objectif de l'Organisation est la réalisation d'une économie européenne saine par la voie de la coopération économique de ses Membres ». La convention détaillait les actions à mener, notamment :

Pratiquer une étroite coopération dans leurs relations économiques mutuelles », avec la mise en œuvre immédiate d'un programme commun de « relèvement »,

Etablir des « programmes généraux de production et d'échanges de biens et de services »,

Développer le plus vite, « dans la plus large mesure possible et de façon concertée leurs échanges réciproques de biens et de services »,



« Resserrer leurs liens économiques par tous les moyens »,

Et surtout « maintenir la stabilité de sa monnaie et l'équilibre de ses finances, ainsi qu'un taux de change approprié et, d'une manière générale, la confiance dans son système monétaire »

En 1961 l'OECE, qui n'allait pas assez loin au goût de Monnet pour qui la seule issue était une « fédération européenne », est devenue l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ajoutant des membres non-européens (USA, Canada puis le Japon) et intégrant l'Europe dans la mondialisation.





On lit ainsi sur le site du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (100% pro européen) que « Les États-Unis adoptent en avril 1948 une loi d'assistance étrangère qui crée l'Administration de coopération économique, l'Economic Cooperation Administration (ECA) qui gère le plan Marshall. Ils décident d'envoyer un représentant permanent en Europe et d'établir des missions spéciales auprès de chacun des pays bénéficiaires. Des accords bilatéraux sont passés entre chaque pays et les États-Unis» .

Et de préciser un peu plus loin que : « Le plan Marshall s'accompagne d'ailleurs d'une intense propagande. C'est ainsi qu'un « train pour l'Europe », rempli de vivres et de denrées alimentaires, sillonne les pays bénéficiaires pour y exposer les projets entrepris et les résultats engrangés. La presse et les médias audiovisuels sont également mis à contribution. Car le plan de relèvement européen est bien une arme de la Guerre froide» .

Parmi les injonctions du Plan Marshall, il y avait la mise en place d'une union douanière (idée qui traînait depuis plus de 20 ans dans les milieux européenistes) : il fallait ouvrir les frontières aux marchandises et aux investissements US, les marchandises étant achetées avec l'argent du plan Marshall, que nous avons dû rembourser (on a donc versé deux dollars aux US pour un dollar d'aide).

En outre, les Etats devaient remplir de nombreuses conditions pour espérer accéder au grisbi, des conditions qui ne sont pas sans rappeler celles du « pacte de stabilité » européen actuel, qui nous oblige à rester sous les 3% de déficit et à l'équilibre budgétaire. Il fallait donc la stabilité budgétaire[14], un taux de change réaliste, une unité économique des Européens[15], la transparence de l'administration française (pas vis-à-vis des citoyens, mais des US), une solidité politique, aucun protectionnisme, pas de subventions publiques.

Et encore: « Un amendement à la loi d'aide précisait que l'aide serait suspendue si le pays aidé tombait « sous l'influence du communisme ou de l'URSS », ou si des communistes distribuaient l'aide« , précise Gérard Bossuat. Et il fallait que les Etats communiquent auprès des opinions publiques sur les bienfaits du plan Marshall, c'est-à-dire faire de la propagande pro-US et pro européenne !



Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



« L'aide Marshall à l'Europe s'accompagna d'un contrôle américain de l'utilisation de l'aide particulièrement efficace avec la création d'une administration spécifique : l'European Cooperation Administration (ECA) », rappelle l'historien Gérard Bossuat. On n'avait les sous que si on investissait dans certains domaines, jugés porteurs en termes de croissance économique, et que si on se pliait aux injonctions US. Même l'Angleterre, à genoux financièrement à la fin de la guerre, a dû renégocier des emprunts a été forcée en échange d'aligner la livre sterling sur le dollar, ce qui lui enlevait la possibilité de jouer avec le cours de sa monnaie et a fait exploser le définit de la balance commerciale dès 1946.

Grâce à Jean Monnet, leur pion qui a été le grand propagandiste en France pour l'acceptation du Plan Marshall, les US ont pu intégrer sans difficulté la France à leur programme. Ledit Monnet était auréolé de dons quasi mystiques par ses amis US, qui par médias et politiques interposés donnaient le plus large écho possible à ses délires européistes.

Un dénommé Irving Mall écrivait encore en 1991 que « On ne saurait surestimer le rôle joué par Jean Monnet dans l'histoire de la reconstruction de l'Europe ». Le pire, c'est que c'est assez vrai, à ce détail près que Monnet lui-même n'a été qu'un pion des US, ce qui n'est jamais précisé dans les textes orthodoxes. Certes, on nous dit bien qu'il avait des relations chez les dirigeants des deux côtés de l'Atlantique, mais on oublie de préciser qu'il était l'obligé de Wall Street depuis les années 20.



Le plan Marshall ne sortait pas de nulle part. Dès 1943, les anglais et les US avaient déjà mis au point des plans très similaires, qu'ils voulaient imposer aux pays « libérés » après la guerre[16].



Les conséquences de cette « libéralisation des échanges » et de cette « intégration européenne » imposées par les US ont été anticipées par un haut fonctionnaire français du Service de coopération économique du Quai d'Orsay, dont l'alerte est retranscrite par Annie Lacroix-Riz dans « Aux origines du carcan européen » (p. 137).

Ce fonctionnaire écrivait en février 1950 que cette « libéralisation des échanges », combinée à « la pénétration des capitaux américains » représentait une menace pour la France. « La libéralisation des échanges doit normalement aboutir à un contrôle sur l'économie européenne par les grosses sociétés américaines. En effet :

– Ne survivront que les entreprises à haute productivité, c'est-à-dire celles qui auront pu se rééquiper, en général grâce aux crédits du Plan Marshall. L'expérience prouve, en France par exemple, que seules bénéficient des crédits les firmes qui ont des liens étroits avec des sociétés américaines.

– Dans les conditions actuelles du marché des capitaux en Europe, l'Amérique est seule assez puissante pour financer les investissements nécessaires à la transformation de la production en une production de masse« .





Les US ont été en tout cas très satisfaits des bonnes dispositions des français à l'égard de leur business à la suite des « dons » du Plan Marshall. Et de fait, les politiciens français, de « gauche » comme de droite, se sont attachés à mener des politiques libérales c'est-à-dire d'austérité pour le peuple et de gabegie pour les capitalistes. Mais, l'argent (qui finissait par revenir aux États-Unis[17]) n'a pas été lâché facilement, et seulement au prix d'importantes concessions en termes d'autonomie politique et économique.

Il faut aussi noter que le plan Marshall a été le jackpot pour les banquiers et industriels US : l'argent prêté a été remboursé avec intérêts, et il a en grande partie servi à acheter des marchandises fabriquées aux États-Unis.

A cette époque, de nombreux comités, mouvements et autres groupuscules à la fois pro-européens de tendance fédéraliste et atlantistes, sont apparus. On peut citer le Comité français pour une Europe libre d'Henry Frenay, un proche de Georges Albertini (une des éminences grises de Pompidou) et de ses officines qui avait déjà créé en 1946 l'Union européenne des fédéralistes, le Mouvement pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet, l'United Europe Movement créé en 1947 par Churchill et présidé par son gendre Duncan Sandys, ou encore le Free Europe Committee, qui a carrément été créé à New York en 1949, par « un groupe de puissants businessmen américains, d'avocats, et de philanthropes (incluant Allen Dulles qui devint directeur de la CIA en 1953), sous le nom de 'National Committee for Free Europe' », dont on a parlé précédemment. Une partie des financements venait officiellement des fondations Ford, Carnegie et Rockefeller, mais en réalité la quasi-totalité de l'argent était versé à ces fondations par la CIA [18]. Les fondations jouant le rôle de blanchisseuses de l'argent de Washington.

Et tout ce petit monde a soutenu à la fois le plan Marshall et la « construction européenne ».

1947 : Le Mouvement Européen



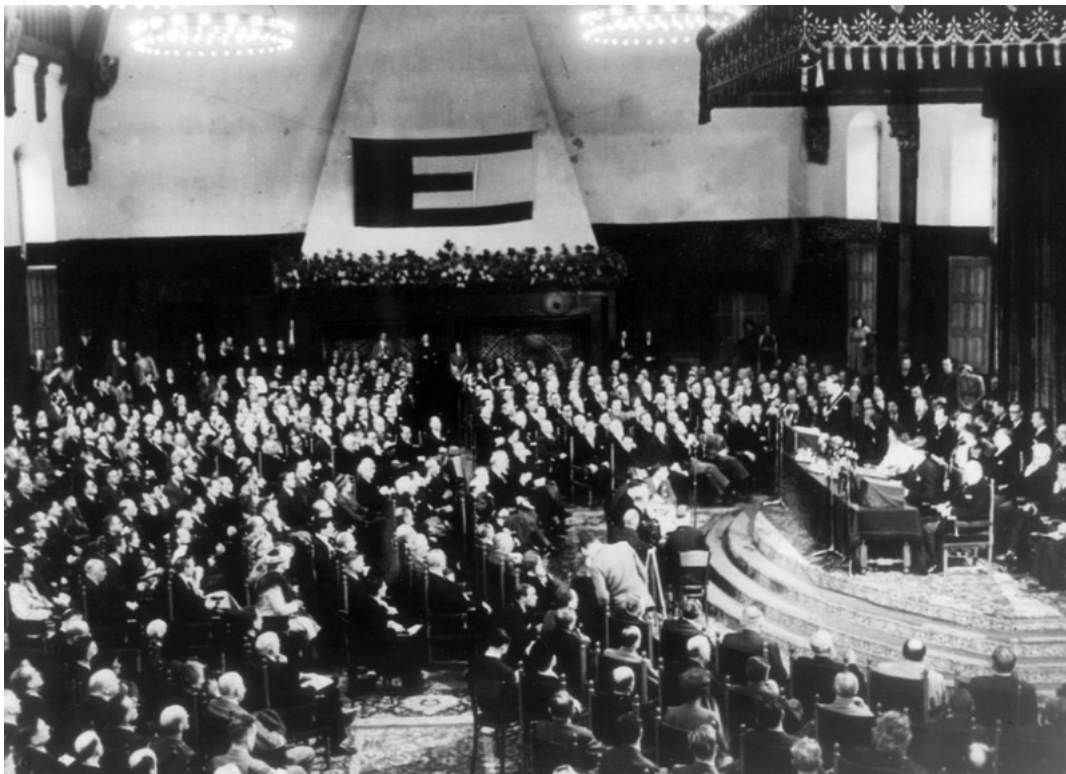
Qui sommes-nous ?





Ce machin qui sévit toujours a été (re)créé dès 1947, en parallèle du déploiement du Plan Marshall, pour appuyer la construction du monstre sans tête européen à travers du lobbying et de la propagande massives. Il faisait suite à divers comités pro-européens mis en place dès la fin de la guerre, qu'il a regroupés [19]. Il a été officiellement lancé en 1949 lors d'une réunion à New York.

En 1947 il y a eu beaucoup d'agitation pour relancer la dynamique d'intégration européenne. Un machin appelé l'International Committee of the Movements for European Unity (ICMEU, comité des mouvements pour l'unité européenne) a été créé pour regrouper les mouvements pro-européens pré existants. Il était dirigé par le gendre de Churchill, le conservateur Duncan Sandys, et par Joseph Retinger qui en était secrétaire général et sera un des piliers du Bilderberg quelques années plus tard. Le premier objectif de l'ICMEU a été d'organiser dès 1948 un grand congrès fondateur à La Haye.



Le grand raout destiné à concrétiser l'envie d'Europe, le congrès de La Haye, est donc organisé en grande pompe du 7 au 10 mai 1948. On y trouve le gratin pro Europe de l'époque, dont François Mitterrand, et pour la première fois il est question officiellement « d'Etats-Unis d'Europe ». C'est aussi à ce congrès que Coudenhove-Kalergi a annoncé publiquement la création d'un American Committee for a Free and United Europe sous la direction de William Fulbright, sénateur US.

« Le congrès de La Haye consacre la naissance du Mouvement Européen, constitué sous l'autorité de Winston Churchill, de Paul-Henri Spaak, d'Alicde de Gasperi et de Léon Blum qui, à sa mort, sera remplacé par Robert Schuman », écrit Frédéric Charpier dans « La CIA en France », « Ce congrès marque une étape importante dans la construction européenne. En 1949, l'idée du pool charbon-acier placé sous une autorité supranationale est lancée, et son principe sera accepté en avril 1951 par plusieurs pays européens » .



17 pays sont représentés par 700 lobbyistes pro-europe, et ce sont justement ces pays qui ont créé l'OTAN en 1949.

Puis l'ICMEU a changé de nom pour devenir le « Mouvement Européen ». Ses présidents honoraires étaient Léon Blum, Churchill, le 1er ministre italien Alcide De Gasperi, et le belge Paul-Henri Spaak, bientôt rejoints par Maurice Schuman le pote de Monnet, Adenauer et le comte allemand Richard Coudenhove-Kalergi, auteur en 1923 d'un texte intitulé « Paneuropa », ce qui lui valut d'être contacté par Louis de Rothschild pour lui faire rencontrer Max Warburg de la banque Kuhn & Loeb qui voulait financer son mouvement, et avait déjà été l'organisateur d'un grand congrès pro-europe en 1926 [20]. Du beau monde, aussi conservateur que résolu à défendre ses intérêts, ceux du grand capital. A la manœuvre, il y avait aussi Joseph Retinger, cette éminence grise des Etats-Unis vers Europe de l'Est.



Comme le résume le site du mouvement Européen (qui existe toujours), « Le Congrès de la Haye milite pour la création de « l'Union ou la Fédération » dont le but serait « d'assurer la sécurité des peuples qui la composeront ». La résolution politique finale « déclare que l'heure est venue pour les nations de l'Europe de transférer certains droits souverains pour les exercer désormais en commun« .

Le deuxième objectif de ce meeting a été de mettre en place une « assemblée européenne », et le premier congrès politique européen s'est tenu dès le mois de février 1949 à Bruxelles. Les discussions visaient à préparer la création d'une « Assemblée européenne », d'une « autorité politique européenne » et même d'une « cour européenne ». En mai 49, les statuts du Conseil de l'Europe étaient prêts et sa première réunion a eu lieu en août.

En avril 49, le Mouvement Européen a organisé une Conférence Economique avec des « économistes », ministres, patrons d'entreprises et quelques syndicalistes. Très vite, il a été question d'un marché commun et de perte de souveraineté des Etats au nom du business.



C'est seulement en 1950 qu'une conférence a abordé les questions sociales.

Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Après le congrès de La Haye, Retinger et Sandy, le neveu de Churchill, sont allés aux Etats-Unis chercher davantage de soutien. Ils ont rencontré William Donovan qui était l'un des fondateurs de la CIA nouvellement créée et Allen Dulles alors dirigeant de ladite CIA[21]. C'est ainsi qu'une aide fut accordée au Comité américain pour une Europe unie (ACUE).

A partir de 1949, les fonds du Mouvement Européen ne venaient plus seulement de ses très riches membres et des gouvernements européens, mais aussi de cet « American Committee on United Europe » (ACUE) créé par William Donovan de l'OSS puis de la CIA pour financer les groupuscules européenistes[22], qui aurait donné l'équivalent de 2 millions d'euros. A l'initiative de Retinger, le Mouvement Européen s'est alors aussi occupé des pays de l'est. Les dons de la part des US ont augmenté en 1951, toujours via l'ACUE, grâce à Shepard Stone, qui travaillait alors sous les ordres de John McCloy en Allemagne, et deviendra le patron de la Fondation Ford l'année suivante.

Le Mouvement Européen agit comme un instrument d'influence en faveur d'une Europe ultra-libérale, n'oubliant pas le volet « propagande de masse » afin de contrer les mouvements de tendance communiste, qui ne cessaient de contrer la propagande et l'impérialisme américains.

Le trésorier du Mouvement Européen à cette époque était René Boël, baron et descendant d'Ernest Solvay, qui a soutenu le gouvernement belge en exil, et a milité pour l'Europe toute sa vie, notamment en présidant de 1951 à 1981 la ligue de coopération économique européenne.

En 1951, le Mouvement Européen et Shepard Stone, directeur des affaires internationales de la fondation Ford (bras financier de la CIA) dans les années 50 et membre de l'équipe du Haut-Commissariat en Allemagne, lancent une « Campagne de la jeunesse Européenne » pour contrer une importante mobilisation communiste anti-US lancée par des étudiants allemands. Stone est intéressant: il a étudié en Allemagne dans les années 30, a été militaire pendant la 2e guerre, puis a participé à la reconstruction de l'Allemagne dès 1949 avec le Haut Commissaire US John McCloy avant de rentrer aux Etats-Unis pour travailler à la Fondation Ford.

Cette « campagne », financée par l'ACUE, a permis de financer divers mouvements pro américains et pro-européens visant spécifiquement la jeunesse comme la Compagne Européenne de la Jeunesse, les Volontaires de l'Europe etc. Il s'agissait notamment de développer un sentiment de « patriotisme européen » chez les jeunes, en mettant en avant « les valeurs », mais aussi le potentiel et les opportunités qu'apporteraient l'Europe, et le sentiment de ne créer qu' « une seule communauté ». Tout cela, avec le discours qu'on nous sert encore aujourd'hui, et qui est d'ailleurs aussi celui de l'OTAN : « Une Europe Unie est l'assurance de la paix » etc.



Le Mouvement Européen a même mis en place un « comité des jeunes » qui devait bien-sûr accepter la ligne politique imposée, et chapeauter divers mouvements de jeunes qui se sont regroupés sous la bannière de cette « campagne », allègrement financée.

En 1952, il a créé un « comité d'études pour la Constitution européenne » (l'idée n'est pas neuve !), avec comme objectif de préparer la future CECA, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la première vraie structure européenne, c'est-à-dire supranationale. En fait, ce comité a œuvré à la préparation de ce qu'il voyait alors comme une « assemblée constituante ».

Ce truc existe toujours, avec des filiales nationales, notamment en France. Qui finance la branche française ? D'après leur site officiel, outre le ministère des affaires étrangères et le 1er ministre, il y a la fondation du Crédit Mutuel, Enedis, l'Oréal, Pernod Ricard ou encore le Parlement européen (+ de 15.000€ pour tous). Un beau mélange des genres, tellement révélateur de ce qu'est l'Europe depuis 48.

En 1947, outre les lancements du plan Marshall et du Mouvement Européen, on doit mentionner la signature des accords commerciaux internationaux du GATT[23], qui deviendront l'OMC en 1997.



1948 : Le Comité Européen pour une Europe Unie



Le courant fédéraliste européen s'est également incarné dans l'ACUE en anglais « American Committee for a United Europe », dans lequel Jean Monnet a été très impliqué.



L'ACUE était un lobby officiellement créé par Jean Monnet, pour « élaborer l'agenda européen », au moment où strictement personne en Europe ne voulait s'associer en quoi que ce soit avec l'Allemagne. Son président était William Donovan chef des Services stratégiques de l'armée US et adepte de la « guerre psychologique », et le vice-président était Allen Dulles[24] qui était alors chef de la CIA. A la fin des années 40, l'un de ses directeurs exécutifs fut Thomas C Braden, devenu en 1950 le bras droit de Dulles à la CIA. Le monde est petit.

L'American Committee for a United States of Europe (devenu rapidement American Committee for a United Europe (ACUE) en anglais), était une émanation directe de la CIA financée aussi bien par la CIA que par des dons privés. Durant ses trois premières années, la direction de l'ACUE était composée de personnalités du renseignement américain. C'est ainsi à Allen Dulles « que l'on doit sa transformation en un instrument de la politique extérieure des États-Unis en Europe, sous le nom d'American Committee on United Europe (ACUE) », écrit Antonin Cohen dans l'article « 'We, The Peoples...' L'Europe, les États-Unis et les 'États-Unis d'Europe' dans les mobilisations transnationales pour une constitution européenne (1943-1953) ».

Les objectifs principaux de cet organisme étaient de favoriser l'entente franco-allemande et la construction européenne, dans les conditions fixées par les US. Pour y parvenir, l'ACUE servait de courroie de transmission à des financements discrets des États-Unis vers différentes structures chargées de diffuser la bonne parole européenne.

« Des critères stricts ont été définis pour recevoir des subventions: les programmes devaient être «concrets» et les groupes soutenus devaient croire en un processus rapide plutôt qu'une approche progressive de l'intégration de l'Europe occidentale« , et notamment soutenir :

Le renforcement du Conseil de l'Europe en acquérant une plus grande autorité politique, la mise en œuvre rapide des objectifs du plan Marshall, du Mutual Security Act, de l'OTAN,

L'inclusion de l'Allemagne de l'ouest dans une Europe unifiée.

« Les fonds de l'ACUE provenaient des fondations Ford et Rockefeller ainsi que des milieux d'affaires étroitement liés au gouvernement américain« , écrivait Ambrose Evans-Pritchard en septembre 2000 dans le Telegraph. Outre le Mouvement Européen, les Volontaires de l'Europe, la Campagne européenne de la Jeunesse, le Comité d'études pour la constitution européenne, l'ACUE a servi à financer des politiciens amis comme Paul-Henri Spaak, des travaux divers et variés allant dans le sens de la propagande ultra libérale, ou encore des médias comme le trop influent The Economist, la bible des capitalistes[25].



L'ACUE comptait parmi ses membres des personnages ultra-libéraux, dont certains étaient aussi membres de la société du Mont Pèlerin, comme George Ball, les frères Dulles, Eisenhower... D'autres comme Pinay ou Adenauer étaient des membres du cercle.

Le Comité est dissous en 1960.



En 1948 également, les accords de Bretton Woods instituent le libre échange dans les pays signataires et imposent le dollar pour les échanges internationaux. Et les US étaient les seuls à avoir un droit de veto, ce qui leur a permis d'imposer leur doctrine commerciale au monde industrialisé.

Dès 1950, l'ACUE et la Fondation Ford, qui travaillait en étroite collaboration avec la CIA sur divers programmes européens[26], coordonnent leurs efforts pour faire avancer le fédéralisme européen.

Notes

[1] Par exemple, Fulvio Conti rappelle dans son article « La Franc-maçonnerie et le mouvement pour la paix en Europe (1889-1914) » que « de 1890 à 1895, le grand maître de la Grande Loge Suisse-Alpina était Élie Ducommun, journaliste et homme d'affaires, éditeur de la revue Les États-Unis d'Europe et secrétaire de la Ligue internationale pour la Paix et la Liberté ». Ducommun a obtenu le prix nobel de la paix en 1902. En effet, la paix c'est pratique comme argument : qui irait dire qu'il veut la guerre, et donc pas d'Europe, pas d'union ? Dès 1902, lors du congrès maçonnique international de Bruxelles, il a été question de « rapprochement franco-allemand » pour éviter la guerre, ou de « Propagande en faveur du libre-échange et abolition des frontières fiscales ». Cette propagande passait notamment par les ligues de la paix ou les bureaux de la paix bourrés de francs-maçons qui avaient essaimé partout en Europe. Il est vrai qu'à l'époque, c'était un peu la course à l'armement dans les différents pays. On parlait de la « poudrière des Balkans », etc. Dans les années 30, c'est au nom de la paix qu'on a refusé de résister à l'Allemagne nazie.

[2] Ce cartel est créé via la première Entente internationale de l'acier (EIA), signé en 1926.

[3] En 1928, les Etats-Unis s'intègrent à leur tout au cartel pour certains domaines seulement.

[4] Cette Union douanière européenne (sic.) a été créée par la conférence économique de 1927, organisée dans le cadre de la Société des Nations.

[5] On lisait par exemple dans cet appel: « Ce n'est que la paix économique qui peut assurer la paix ; la paix économique de l'Europe ne peut être assurée que par l'union douanière européenne ».

[6] Elle ajoute que Mayerisch a eu le soutien de Jacques Seydoux, qui dès 1925 apporte « un concours actif au recrutement d'industriels et de banquiers français, et contribue à lever les réticences de ceux-ci vis-à-vis d'un projet dont les finalités politiques suscitaient leur méfiance. Le même travail est fait à Berlin par Pierre Viénot, homme ligue de Seydoux ».

[7] Mémoire rédigé officiellement à la demande des 27 Etats de la Société des nations, l'ancêtre de l'ONU.

[8] Créée en 1919 après la Deuxième Guerre à l'initiative des US qui n'y ont pas adhéré, elle était destinée à assurer la paix entre les peuples. Cela a tellement raté qu'en 1945, l'ONU a pris la suite de la SDN. Digne de son temps, la SDN était pro Europe mais a aussi rejeté l'égalité des races. Les fondations US (Rockefeller en tête, mais aussi la Carnegie) ont été très actives dans les divers comités et activités « techniques » de la SDN, où se préparaient les décisions. Il y a aussi eu un soutien financier et la participation active à différentes activités et comités de la SDN par lesdites fondations, comme l'écrit Ludovic Tournès dans l'article « La philanthropie américaine, la Société des Nations et la coproduction d'un ordre



international (1919-1946) ». C'est ainsi que, dès la SDN, tout un tas d'organismes non gouvernementaux, des lobbys, associations et structures divers ont gravité autour de la décision politique.

[9] Briand à cette époque avait un grand projet de « régime d'Union fédérale Européenne » pour une collaboration économique et politique. En 1914 il a pris comme secrétaire le dénommé Pierre Augustin Chaboseau, fondateur d'une branche du martinisme dans les années 30, l'Ordre Martiniste Traditionnel. Briand a gardé Chaboseau quand il était ministre de la Justice et président du conseil des ministres.

[10] Cf. « Crise, coopération économique et financière entre Etats européens, 1929-1933 », de Sylvain Schirmann.

[11] « A titre de comparaison, le plan de relance de Barack Obama pour sortir les Etats-Unis de la crise économique de 2008 s'élevait à 787 milliards de dollars (706 milliards d'euros) », rappelait Le Monde le 21 juin 2017.

[12] C'est dans un discours tenu à Harvard que le général George Marshall a lancé ce plan. Il était question de « reconstruction de la structure économique de l'Europe » de « restaurer la confiance des habitants de l'Europe en l'avenir économique de leur propre pays et de l'Europe tout entière ». Marshall a précisé que « Tout gouvernement qui veut aider à la tâche de la reprise économique jouira, j'en suis sûr, de la plus entière coopération de la part du gouvernement des États-Unis. Tout gouvernement qui intrigue pour empêcher la reprise économique des autres pays ne peut espérer recevoir notre aide ».

[13] Tous les pays passés sous l'influence US après la guerre ont accepté d'intégrer le plan Marshall : Autriche, Belgique, Danemark, Irlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Turquie.

[14] Ce qui impliquait la lutte contre l'inflation, en comprimant les salaires, ce qui a entraîné des mouvements sociaux réprimés et contenus grâce au stay-behind.

[15] Plus précisément, selon William Clayton, secrétaire d'État adjoint chargé des Affaires économiques aux USA, il s'agissait d' « un élargissement des frontières économiques par l'établissement d'une union douanière ».

[16] Les plan Keynes et White sont évoqués par le gouverneur de la banque de France nommé par Pétain en 1940, Boisanger, dans un courrier du 15 avril 1943 à son conseil général : il y est question d'une volonté d'imposer aux « nations adhérentes l'abandon d'une part de leur souveraineté » au moyen notamment de la création d'une institution en charge de la « fixation de parités monétaires », et par l'intervention US et anglaise « dans la politique monétaire de chacun des Etats membres ». Bonneville a ajouté que l'organe directeur de l'institution étant « composé de représentants de pays étrangers, c'est, finalement, à des directives étrangères que chaque Etat serait obligé de se soumettre » (cf. Annie Lacroix-Riz, « Aux origines du carcan européen (1900-1960) » p. 107-108). Et comme par hasard, les accords de Bretton Woods mettent exactement cela en place dès juillet 1944.

[17] En fait, l'argent a servi à acheter des produits et du matériel US. Les français ont parfois résisté, comme quand ils ont refusé l'implantation d'usines Coca-Cola dans les années 50, mais en gros ils ont cédé aux demandes de Washington.

[18] Cf. « La CIA en France », Frédéric Charpier, p. 174. Au sujet du financement du « Comité », Frédéric Charpier ajoute : « On estime également qu'environ 2 millions de dollars



ont été prélevés sur les fonds nazis confisqués et gérés par le fonds de stabilisation et d'échange ».

[19] Le Mouvement Européen a ainsi englobé le Conseil français pour l'Europe unie de René Courtin, la LICE – bientôt rebaptisée Ligue européenne de coopération économique (LECE) – de Paul van Zeeland, les NEI de Robert Bichet, l'UEF d'Henri Brugmans et l'United Europe Movement de Duncan Sandys et de Winston Churchill. S'y ajouteront ensuite d'autres mouvements tels que le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe, l'Union parlementaire européenne (UEP), l'Action européenne fédéraliste, l'Association européenne des enseignants, le Mouvement libéral pour l'Europe unie, l'Association des journalistes européens, l'Union des résistants pour une Europe unie, ...

[20] Un congrès organisé avec le soutien d'Aristide Briand et le soutien financier des grandes banques.

[21] Cf. « La grande dissimulation » de Christopher Booker, qui précise : « Comme les recherches universitaires récentes l'ont prouvé, l'ACUE fut utilisée comme couverture pour transférer des fonds de la CIA, ainsi que des contributions de fondations privées (Ford ou Rockefeller), pour financer l'obsession du département d'Etat en faveur d'une Europe unie. L'historien Peter Coleman y vit une 'conspiration libérale' ».

[22] Dans « OSS, CIA and European Unity, The American Committee on United Europe, 1948-1960 », Richard J. Aldrich explique que « la première fonction de l'ACUE était de financer des groupes non officiels œuvrant à l'unité [européenne], beaucoup d'entre eux étant issus, ou récupéraient des membres des groupes de résistance de la guerre avec lesquels Donovan et Dulles avaient travaillé auparavant ». Le second objectif était de faire de la propagande notamment aux USA, en faveur de l'Europe.

[23] General Agreement on Tariffs and Trade, accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

[24] Les frères Dulles ont toujours défendu l'industrie anglo-germanique, par différents canaux : « John Foster Dulles, associé de la très puissante firme d'avocats d'affaires Dulles, Sullivan and Cromwell, et président du Federal Council of the Churches of Christ. Sa carrière professionnelle et politique avait été, depuis la Conférence de la Paix de 1919 où il avait ferrailé contre le principe de réparations imposées à l'Allemagne vaincue, vouée à la défense des intérêts bancaires et industriels ger-mano-américains, comme celle de son frère Allen, associé de la firme de New York et chef de l'OSS qui, en poste à Berne de novembre 1942 à juillet 1945, prépara la réorganisation politique et économique des zones occidentales du Reich ».

[25] Cf. « La grande dissimulation » de Christopher Booker.

[26] D'ailleurs la Fondation Ford a été à cette époque dirigée par d'anciens dirigeants de la CIA comme Shepherd Stone ou John McCloy.

Dondevamos

Source : <https://elishean777.com/magouilles-et-corruption-des-elites-8-avant-leurope-la-mise-en-place-du-piege-europeen/>